

# En 2020, le logement n'est pas considéré comme un besoin essentiel en France

Déception, tristesse et désespérance ce dernier confinement nous l'a confirmé, toute la profession d'agents immobiliers qui, comme nombre de commerces de proximité, a connu un coup d'arrêt à ses activités, s'est sentie flouée. Mais au-delà, les décisions de fermeture des agences immobilières et l'interdiction des visites sont le reflet d'une triste situation sur la place qu'occupe le logement en France aujourd'hui.

Déception générale de la profession d'agents immobiliers mais aussi de leurs clients, qui ont besoin de se loger au plus vite car aucune disposition adaptée n'a été prévue. Ceux qui en ont besoin de se loger doivent attendre encore jusqu' à la semaine prochaine pour savoir si leur calvaire se poursuivra.

Tristesse ensuite, de voir une nouvelle fois, les agences immobilières, véritables commerces de proximité, fermées et l'impossibilité d'assurer pleinement notre service auprès de nos clients.

Désespérance, enfin, à constater que le logement n'est toujours pas, en 2020, comme auparavant, considéré comme un besoin essentiel par nos gouvernants.

Des visites virtuelles, à quoi bon ?

Aujourd'hui, les visites, qui sont le maillon essentiel de la chaîne du logement, qu'il s'agisse de vente ou de location, restent interdites. Il est donc impossible pour les agents immobiliers, d'accomplir leur mission comme il est impossible, à leurs clients, de concrétiser achat, vente ou location d'un bien immobilier.

On nous parle de visites virtuelles et d'autres moyens digitaux, pour maintenir l'activité. Mais, peut-être que pour nos gouvernants, qui s'installent dans de spacieux logements de fonction, la visite préalable n'est pas nécessaire, tel n'est pas le cas des simples citoyens, qui veulent pour concrétiser leur projet de vie, visiter physiquement le logement, le voir, l'écouter, le toucher, le sentir, et même le ressentir.

Les visites physiques sont donc nécessaires, on le voit. Mais contribuent-elles vraiment à la transmission de ce fichu virus si elles sont organisées par un professionnel, dans le respect des règles sanitaires (car il en est responsable, contrairement au simple particulier), avec une ou deux personnes au maximum ?

Nos gouvernants pourraient-ils rendre publiques les conclusions scientifiques démontrant que des visites brèves de logement (par définition des lieux disséminés et isolés des foules), par deux ou trois personnes, constituent des flux de public risqués ?

Ainsi, aujourd'hui, en France :

On peut toujours aller acheter un téléphone portable, mais se loger est non essentiel,

On peut toujours aller acheter ses outils de jardinage (pour ceux qui ont la chance d'avoir un jardin), mais se loger est non essentiel,

On peut faire appel à une entreprise du bâtiment, mais se loger est non essentiel,

Les banques sont ouvertes mais se loger est non essentiel,

La liste est longue, trop longue, scandaleusement longue.

Faire passer le logement au second plan, un choix de société assumé ?

A mes yeux, qualifier le besoin de se loger comme non essentiel c'est illustrer la place que tient le logement - et le droit au logement - dans l'esprit de nos gouvernants depuis plusieurs décennies expliquant ainsi la vraie raison du mal-logement, les millions de situations que le rapport de la Fondation Abbé Pierre nous rappelle chaque année.

Sont en jeu sur cette question, non seulement une question de cohérence mais, au-delà, une vision de notre société.

Il n'est pas trop tard ! si nos gouvernants redressent la barre, revoient la hiérarchie des priorités, on admettra que ces quelques semaines d'interruption de la chaîne du logement sont le fait d'un faux pas lié à l'urgence.

Mais s'ils persistent à empêcher, à retarder, la possibilité de se loger, il s'agira d'un choix de société assumé, d'une véritable volonté de faire, encore une fois, passer le logement au second plan. Et à ce titre, nous pourrions le leur reprocher.